

Commune de MONFERRAN-SAVÈS

ARRÊTÉ N°2020-0013 PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

A l'occasion de travaux d'entretien et de réfection de la voirie communale

Le maire de la commune de MONFERRAN-SAVÈS,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

Vu la demande de l'entreprise STPAG représentée par monsieur Julien Cantau, sise ZA de Jamon à VALENCE SUR BAISE (Gers) ;

Considérant que l'exécution des travaux courants nécessite l'interdiction ponctuelle de la circulation, ou la mise en place d'une circulation alternée, sur les zones de travaux.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Du lundi 10 au vendredi 14 février 2020, des restrictions à la circulation sont autorisées au droit des chantiers de voirie menés par l'entreprise STPAG, sur l'ensemble des voies communales, chemins ruraux et voie départementales en agglomération.

ARTICLE 2 : La signalisation règlementaire sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire. La mise en place et la maintenance de la signalisation est à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise STPAG.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur ainsi qu'à la mairie de Monferran-Savès.

ARTICLE 4 : En application des dispositions du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié le 28 novembre 1983, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Pau, villa Noulibos Cours Lyautey, B-P 543 64010 Pau cedex, dans un délai de deux mois après affichage. Ce recours peut également être exercé via www.telerecours.fr

ARTICLE 5 : Madame le maire, l'Entreprise STPAG et la Brigade de Gendarmerie de GIMONT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monferran-Savès,
Le jeudi 6 février 2020
Par délégation du maire,
Étienne Bayonne, adjoint au
maire délégué à la voirie

Ampliations à :

- Monsieur le commandant le la brigade de gendarmerie de Gimont
- Monsieur le président du Conseil départemental du Gers